
2015: vivre dans le Confolentais, c'est possible

**Contribution au débat sur l'aménagement du
territoire (1993)**

Jan URROZ

Introduction:

Il est de bon ton en 1993 de dénigrer la campagne. Nul ne l'ignore, la vraie vie est à la ville, entre béton et goudron. Les campagnards ne sont que des survivants promis à une extinction prochaine. Le cauchemar des romans de science-fiction, la ville entourée de zones sauvages impénétrables et hostiles n'est pas loin de se réaliser si l'on en croit nos bons esprits télévisuels et parisiens.

Pourtant dans de nombreux villages, de nouveaux habitants s'installent. Ils viennent des pays européens sur-urbanisés. Ils ont connu les mégalo-poles désenclavées, les autoroutes urbaines ou rurales, les aéroports géants. Ils s'installent dans les hameaux, retapent des ruines dont personne n'aurait voulu il y a quelques années. Ces immigrants du deuxième type croient en nos régions rurales. Serons nous les derniers à faire quelque chose pour elles?

Les carences d'une politique menée en faveur d'une seule partie du territoire depuis des dizaines d'années sont aujourd'hui trop flagrantes. La Région Poitou-Charentes demande à ses habitants de s'exprimer, de proposer. Pour notre part, nous nous efforcerons de répondre aux questions du "Débat National pour l'Aménagement du Territoire" en partant des problèmes que nous connaissons dans une zone rurale: le Confolentais. Le particulier n'est pas toujours le plus mauvais moyen d'atteindre à l'universel... Loin de nous toutefois la prétention de détenir la panacée. Mais peut-être certaines de nos propositions pourront-elles être étendues à d'autres régions, si le débat aboutissait à des réalisations concrètes ...

Le constat:

Une crise ancienne:

Dans le Confolentais, ce n'est pas à l'horizon 2015 que se posent les problèmes mais aujourd'hui même et depuis de longues années: crise agricole, exode des jeunes, vieillissement de la population, manque d'emplois industriels, domination culturelle. Dès 1972, un Plan d'Aménagement Rural les avait soulignés sans toutefois apporter de solutions.

Certains de ces problèmes se retrouvent dans le Poitou-Charentes auquel nous sommes rattachés administrativement mais ce sont surtout ceux du Limousin, notre région naturelle. D'ailleurs l'appellation "Charente Limousine" reconnaît cette réalité, reconnaissance que les pesanteurs administratives et les découpages artificiels n'ont pas permis de mener jusqu'à son terme.

Le Confolentais: une situation spécifique:

Aux handicaps pesant sur de nombreuses zones rurales s'ajoutent celui d'être dans un département et une région où nous sommes étrangers et donc ignorés. (Nième exemple de cela: la carte "Le Poitou-Charentes dans le Schéma Directeur Routier National" figurant dans le dossier de la Préfecture de Région: Confolens n'est même pas mentionné ...).

Le Confolentais et le Montbronnais appartiennent à l'ensemble occitan. Vouloir nous administrer depuis Angoulême et Poitiers est une hérésie. C'est vers Limoges que nous sommes tournés et plus largement vers les régions du sud, vers l'Occitanie.

Cette réalité séculaire ne se pliera jamais aux volontés technocratiques. Elle est inscrite dans nos paysages, notre manière de vivre, notre langue en un mot dans notre culture. Les créateurs des départements ont voulu tailler dans le vif des vieilles provinces. Il n'ont produit que des découpages artificiels dont nous sommes en Charente Limousine un des exemples les plus flagrants (mais non le seul ...).

Aménagement/déménagement:

L'"aménagement du territoire" est un concept typiquement français. Nos voisins européens l'ignorent . Point de politique semblable en Grande Bretagne, en Espagne ou en Allemagne. En fait, il faut un "aménagement" car il y a eu "déménagement".

Pendant des années, il a paru naturel de voir les jeunes quitter le pays pour trouver du travail à Paris. La mobilité était une valeur positive mais vécue au prix de quels déchirements ... Résultat: des régions entières, particulièrement le Massif Central et ses marges sont en voie de désertification. Dans de nombreux villages, la vie quotidienne devient difficile et les retraités sont plus nombreux que les actifs. Les jeunes deviennent denrée rare. La fin de communautés villageoises établies depuis des siècles devient une probabilité proche. L'angoisse s'installe.

Aux racines du mal:

Du Limousin au Massif Schisteux Rhéna:

En conclusion de sa thèse , "L'industrie rurale en Limousin", (Université de Limoges - 1987), le géographe Francis Verlhac souligne la ressemblance entre deux régions: le Limousin et le Massif Schisteux Rhéna. "En effet ce massif montagneux offre une gamme de paysages naturels" très proches du Massif Central et du Limousin. "Aussi le voyageur provenant de cette région ne se sentirait pas dépaysé si ce n'était les fortes densités de population et l'omniprésence de l'industrie qui créent un environnement humain auquel il n'est pas habitué. Il découvre à cette occasion que la moyenne montagne n'est peut-être pas la région répulsive telle qu'on la considère traditionnellement dans notre pays, et surtout qu'elle peut devenir une région d'industrie rurale dense". D'autre part "la densité de population rurale de la

moyenne montagne allemande est deux à trois fois supérieure à celle du Limousin".

Les causes:

F. Verlhac recherche les causes de cette différence. La première et la plus importante est "une organisation de l'état très différente". "Alors qu'en France se développait un pouvoir central fort, accompagné d'une centralisation de plus en plus pesante, l'Allemagne demeura jusqu'au XIXème siècle un véritable puzzle de petits états indépendants et rivaux. La richesse économique étant un élément du pouvoir politique, cette rivalité favorisa le développement de l'industrie dans tous ces petits états...." Dans l'Etat français, la "centralisation très poussée et son obligation de consulter Paris avant de prendre la moindre décision importante semble avoir favorisé une certaine annihilation de l'initiative locale".

Nous avons là la clé de nos problèmes de désertification rurale. Les progrès de la productivité agricole ont limité les besoins de main d'oeuvre dans ce secteur mais les forces ainsi libérées ne trouvant pas d'emplois sur place sont parties "à la ville", en réalité principalement vers la région parisienne .

La désertification n'est donc pas le fait du hasard ou du destin mais le résultat d'une politique. L'Etat français fonctionne comme une machine à faire le vide autour de l'Ile de France et à son profit, et cela, quel que soit le gouvernement en place ou les orientations politiques. L'Etat fonctionne au profit d'une seule région, l'Ile-de-France. De Hughes Capet à nos jours, des débuts du royaume à la 5ème République, intérêt de Paris et intérêt de l'Etat ont constamment été confondus. Les territoires conquis et agglomérés autour de Paris au cours des siècles ont tous subi cette politique. D'ailleurs ne parlait-on pas naguère de "colonialisme intérieur"?

La racine du mal dont souffre aujourd'hui "la province" c'est la centralisation.

Le monstre francilien:

L'Ile de France accapare à son profit la richesse de l'hexagone. Il ne s'agit pas là d'une affirmation gratuite . Il suffit d'examiner quelques chiffres.

Pour 1991, l'Ile de France représentait:

2,2% du territoire f

18,8% de la population (prévision: 25% en 2015)

25% des PME-PMI

27,6% de la richesse

38% des créations d'emploi

40,6% des cadres supérieurs

42 % du parc de bureaux (contre 20% en 1977)

55% de la recherche publique

60% des centres administratifs, financiers, commerciaux et de recherche

68% des crédits du ministère de la Culture (61% pour Paris intra-muros)

78% des sièges sociaux des 200 plus grandes entreprises

90% de la dotation de l'Etat pour les transports collectif urbains

96 % des marchés boursiers.

Le nouveau schéma directeur de l'Ile-de-France prévoit d'y créer 750000 emplois. Quand aux délocalisations en "province" (si elles se réalisent) elles concerneront 30000 emplois ...

Des solutions institutionnelles:

De vraies régions:

Pour que la France de 2015 ne soit pas comme le dénonçait déjà il y a presque 50 ans un livre fameux, Paris et le désert français, il faut créer un véritable pouvoir régional.

Seules des régions fortes pourront résister à la pression de l'Etat et du centre parisien et assurer un avenir aux habitants du restant de l'hexagone.

Cela passe par une dévolution des pouvoirs et des ressources correspondantes. Comparées aux autres régions européennes les régions de l'Etat français sont des régions croupions aux pouvoirs de décision et aux capacités financières réduites. Les budgets cumulés des régions ne représentent en France que 2% du budget de l'Etat, en Italie 15%, en Espagne 25% en Belgique et en Allemagne plus de 40%!

La décentralisation à créé des régions aux mains liées. Il faut les libérer. Concrètement cela signifie accroître leurs

compétences dans les domaines véritablement significatifs: aménagement, politique agricole, industrielle, sources d'énergie, épargne, culture, éducation, etc. C'est au niveau régional que se gouverne efficacement une société moderne et démocratique. Le vieil étatsisme intervenant dans tous les domaines est aujourd'hui dépassé: la situation économique de nos régions est la preuve de son échec et de son inadaptation.

Il faut dégraisser l'état pour ne lui réserver que les domaines d'intérêt commun tel que la défense, la police judiciaire, les affaires étrangères... D'autres compétences doivent être partagées comme la fiscalité, la justice, l'enseignement, la poste, la santé ...

De plus la coopération inter-régionale doit être encouragée. Et certaines affinités traditionnelles, comme celles des régions occitanes entre elles ne doivent pas être entravées. Des regroupements de régions doivent être possibles sur des projets d'intérêt commun. L'Occitanie apparaît comme le cadre naturel de collaboration entre les régions Auvergne, Limousin, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon et Provence-Côte d'Azur. C'est au niveau de cet ensemble que doit se penser l'aménagement du sud de l'hexagone. Il recèle sa propre logique et a peut-être plus que tout autre souffert d'une politique pensée à l'extérieur de lui et en contradiction avec ses intérêts. C'est au niveau de l'Occitanie et par la collaboration de ses six régions que doivent se traiter le problème agricole du "Sud", la désertification des zones de montagne (Alpes, Pyrénées, massif Central), les voies de communication transversales et la question de la langue occitane.

Redessiner les régions:

Les découpages régionaux doivent également être revus en fonction des réalités culturelles. Ces réalités sont les seules à perdurer à travers plusieurs siècles et à transcender changements politiques et administratifs.

En ce qui nous concerne plus directement, la Charente occitane doit rejoindre la région Limousin qui récupérerait aussi le Nontronnais. En effet l'identité est un puissant facteur de mobilisation des énergies pour entreprendre au pays, pour vouloir y créer et y demeurer. Des régions sans identité sont des régions impuissantes. C'est d'ailleurs l'un des problèmes des régions telles qu'elles existent.

Supprimer l'échelon départemental:

Mais ce renforcement du pouvoir régional doit s'accompagner de la suppression de ce vieux symbole du jacobinisme, le département. Nous avons actuellement affaire à une "décentralisation" qui saupoudre les compétences: une pincée pour la région, une pincée pour le département, et le plus gros pour l'Etat. Un antagonisme néfaste se dessine entre les différents niveaux de décision, antagonisme rendant nécessaire en apparence l'intervention de l'Etat.

On a voulu en réalité briser l'élan régional alors qu'il était seul porteur de renouveau.

Au niveau le plus proche des citoyens, les regroupements de communes doivent se faire selon les affinités naturelles c'est à dire, ici aussi, culturelles. On retrouvera de cette manière le "pays" qui peut constituer l'unité politique de base à la fois niveau de décision et circonscription électorale pour les élections régionales. Cela signifierait la suppression du canton et de l'arrondissement.

Des finances pour les régions:

Les régions actuelles ne disposent pas des ressources nécessaires à la mise en oeuvre d'un véritable projet régional. Il faut donc mettre au point un nouveau partage des recettes fiscales en diminuant la part de l'Etat au profit des budgets régionaux. La situation de la région Ile-de-France devra être revue car elle bénéficie d'un traitement de faveur injuste par rapport aux autres régions. Qui ne songe en passant devant telle ou telle gare abandonnée car "non-rentable" au financement par l'Etat, de la RATP?

Une politique ruraliste:

Action en faveur des zones rurales:

Une politique agricole différenciée:

L'agriculture n'est plus la seule activité des zones rurales, mais elle en reste un des piliers économiques. L'agriculture du "sud de la Loire" se voit souvent traitée en parente pauvre. Les prévisions des experts annonceraient même sa disparition à brève échéance en faveur de zones plus favorisées. C'est pourquoi cette agriculture devrait être présente dans les négociations agricoles de Bruxelles: notre spécificité entre l'agriculture des pays du Nord et celle des pays du Sud de l'Europe doit être réellement prise en compte. On ne peut traiter les exploitations agricoles des régions montagneuses ou semi-montagneuses d'Occitanie de la même manière que celles des grandes plaines du Nord.

Une politique agricole pour maintenir les agriculteurs:

Mais un changement de la politique agricole s'impose. Celle-ci a longtemps consisté à éliminer des agriculteurs pour obtenir une agriculture "compétitive". La "restructuration" doit cesser car elle mène tout droit certaines régions comme la nôtre à la désertification. Il faut aujourd'hui défendre la petite exploitation car elle maintient la vie à la campagne. Une exploitation agricole fait vivre des services, des commerces, des professions libérales et occupe l'espace.

Encourager les installations:

La population agricole vieillit. En Limousin en 1992, on a constaté dix départs d'agriculteurs en retraite pour un seul qui s'installe. Ces chiffres se retrouvent dans le Confolentais. L'installation des jeunes doit être réellement encouragée. Pour cela il faut rénover l'enseignement agricole en intégrant les nouvelles conditions d'exercice de la profession dans les régions en difficulté. La profession agricole doit être valorisée et s'ouvrir aux jeunes non-originares du milieu et qui souhaiteraient y entrer: possibilité de stages, chantiers d'été,

projets d'action éducative sur les thèmes agricoles. Les "néo-ruraux" doivent être aidés et conseillés.

Une agriculture plus écologique:

Le culte du toujours plus (toujours plus de terres, toujours plus de matériel, toujours plus d'intrants) doit être remis en cause. Au contraire c'est l'exploitation tendant vers l'autosuffisance qui doit être valorisée. Pour cela, des techniques adaptées doivent être enseignées. L'incitation des jeunes à l'endettement systématique doit également cesser. La politique agricole doit aussi garantir un revenu minimum aux travailleurs de la terre. Cela est possible en mettant en place une politique de "quantum": on n'accorde une garantie de prix que jusqu'à un certain volume de production, au delà duquel celle-ci est vendue au prix mondial. L'agriculteur n'est pas incité à battre des records de rendement, à s'agrandir sans cesse, à se suréquiper.

Favoriser les ruraux:

De même, la vie en zone rurale et de montagne doit être favorisée et encouragée : remises d'impôts, facilités diverses pour les résidents. Les entreprises s'y installant ou y exerçant leurs activités doivent bénéficier d'avantages fiscaux ou sur les cotisations sociales. Il est nécessaire d'offrir aux zones les plus défavorisées de nos régions, un régime spécial. La "société à deux vitesses" doit s'appliquer ici de manière positive en favorisant le maintien au pays et le retour des exilés par des incitations appropriées.

Le retour des cerveaux:

La région mettra en place une Agence de Retour au Pays. Cette agence regroupera les besoins exprimés par les communes, pays, associations, etc. Elle travaillera à les satisfaire. La "Maison de la Région" installée à Paris ou dans d'autres grandes villes ne se contentera pas de jouer un rôle de vitrine touristique mais permettra de faire connaître les besoins régionaux et fera un travail de prospection de l'offre.

Un pays vivant:

Le tourisme est une activité économique intéressante mais il n'est pas la panacée. A lui tout seul il ne constitue pas une alternative économique. La désertification est une entrave au tourisme, même rural. Le touriste souhaite de plus en plus rencontrer les habitants d'une région. Visiter une région c'est surtout connaître ses habitants. Le dépaysement est donné par une culture différente. Un paysage seul n'est pas suffisant; encore moins s'il est à l'abandon. Le touriste désire aussi trouver un certain niveau d'infrastructures, rentables quand elles servent également à des habitants permanents.

Des emplois:

On ne peut donc échapper à la création d'emplois industriels ou de services dans les zones rurales. Les technologies nouvelles et la télématique permettent le travail à distance. Les créations d'emploi en zones défavorisées sont possibles de cette manière mais encore trop peu nombreuses.

Action culturelle:

Une nouvelle image:

L'image de la vie à la campagne doit être revalorisée. Pour cela on doit donner des moyens d'expression aux créateurs: films, feuilletons télévisés, etc. doivent s'enraciner dans les régions, non pas de manière artificielle en "décentralisant" des Parisiens mais en donnant véritablement la parole aux gens d'ici. Quelle différence entre les productions de la soi-disant télévision régionale FR3 et les télévisions des landers allemands ou la télévision galloise... C'est toute une mentalité qu'il faut changer, celle du succursalisme parisien qui, dans ce domaine comme dans les autres nous appauvrit.

Pour cela, une véritable télévision régionale doit voir le jour. Sa programmation et ses moyens doivent être issus de la région. La télévision est un média semblable aux autres qui doit échapper à l'emprise de l'Etat pour exprimer la réalité sociale. La presse écrite régionale libre est une réalité. L'audio-visuel régional doit-il rester sous tutelle?

L'identité régionale:

Il est également nécessaire de revitaliser l'identité régionale. Cela passe par une promotion véritable des cultures régionales trop longtemps réprimées.

Pour ce qui concerne l'Occitanie, une politique de renouveau de la langue occitane est nécessaire: enseignement, usage public, médias, signalisation, etc.... La "Convention européennes des langues régionales ou minoritaires" du Conseil de l'Europe offrait une bonne base de départ. Mais la France se refuse à la ratifier ... Redonner aux gens la fierté de leur langue après des siècles d'oppression peut être un moyen de leur redonner confiance en l'avenir. Le déracinement et la vie banlieusarde ne génèrent que frustration et découragement.

Un Service Civil d'Intérêt Régional:

Les zones rurales souffrent, nous l'avons déjà souligné d'une image négative. Dans le meilleur des cas elles sont vues comme des zones de loisirs par une population majoritairement urbaine. En réalité le problème est celui d'une grande méconnaissance. Il faut réconcilier l'homme du XXème siècle avec la campagne.

Le service militaire traditionnel est en voie de disparition pour diverses raisons dont des raisons économiques. D'un autre côté on assiste à la multiplication des stages de toutes sortes et autres CES qui tendent à jouer ce rôle de parenthèse dans la vie des jeunes entre la fin de la formation initiale et l'insertion professionnelle. Ces CES sont actuellement conçus comme traitement social du chômage.

On pourrait envisager une refonte à la fois du service militaire et de Contrats Emploi-Solidarité en un Service Civil d'Intérêt Régional imposé à tous les jeunes sans distinction de sexe. Ce service serait effectué dans la région d'origine et aurait pour but de mieux la connaître tout en effectuant des tâches utiles à la collectivité.

On peut imaginer par exemple des emplois dans les communes rurales: entretien des chemins, aide aux personnes âgées, animation, etc. Ces jeunes pourraient également servir dans les services publics dans les zones où ceux-ci font défaut.

Ce contact avec la vie rurale ne pourrait qu'être bénéfique en permettant un véritable contact entre la jeunesse (souvent urbaine) et les communautés rurales. Le logement et la nourriture des SCIR seraient pris en charge par les communes bénéficiaires de leurs services. Les jeunes recevraient une rétribution minimum financée sur le budget de la Défense et par la Région. Ils seraient placés sous l'autorité du Maire.

Ce Service Régional d'une durée de 18 mois comprendrait un mois de "classes" assurant une formation minimum et serait effectué à l'âge de 18 ans ou à la fin des études. Il permettrait aux jeunes de mieux connaître les parties défavorisées de leur région et donnerait l'envie à certains de venir s'y installer.

Conclusion:

Ce n'est que par une remise en cause de ses habitudes que l'Etat français pourra résoudre la crise des "territoires". Maintes fois dénoncée, la centralisation est aujourd'hui face à ses oeuvres. Loin de donner l'égalité à tous les citoyens, elle aboutit à une société à deux vitesses: les habitants de l'Ile-de-France, la "région-capitale" bénéficiant des financements de leur région et de ceux de l'état, et les autres.

Pour ceux-là, dont nous sommes dans le Confolentais, la politique de l'état se manifeste principalement par des fermetures de services "non-rentables": écoles, postes, gares, services hospitaliers. Cette politique de l'abandon doit cesser. Le pouvoir doit être exercé plus près des citoyens. C'est pourquoi une véritable et sincère régionalisation est nécessaire.

Nos compatriotes européens sont pour la plupart d'entre eux des habitants de régions dotées de réels pouvoirs. C'est dans cette voie que nous devons nous engager pour offrir un avenir à des zones que l'homme habite depuis des millénaires car il y trouvait un climat agréable et des ressources nombreuses. Le Confolentais et les autres zones rurales du Poitou-Charentes, du Limousin, etc. n'ont d'avenir que si l'état étatique se desserre.

Table des matières

Introduction:	1
Le constat:	2
Une crise ancienne:.....	2
Le Confolentais: une situation spécifique:	2
Aménagement/déménagement:	2
Aux racines du mal:	3
Du Limousin au Massif Schisteux Rhéna:.....	3
Les causes:.....	4
Le monstre francilien:.....	4
Des solutions institutionnelles:	5
De vraies régions:.....	5
Redessiner les régions:.....	6
Supprimer l'échelon départemental:.....	7
Des finances pour les régions:.....	7
Une politique ruraliste:	8
Action en faveur des zones rurales:.....	8
Une politique agricole différenciée:	8
Une politique agricole pour maintenir les agriculteurs:.....	8
Encourager les installations:	9
Une agriculture plus écologique:	9
Favoriser les ruraux:	9
Le retour des cerveaux:	10
Un pays vivant:	10
Des emplois:	10
Action culturelle:.....	10
Une nouvelle image:	10
L'identité régionale:	11
Un Service Civil d'Intérêt Régional:.....	11
Conclusion:	12